

Correspondance avec le Ministère des Finances

Copie pour le Dossier

11 MAI 1940

Avisé le S^r DU CONTENTIEUX

Minute

D 9320 / 2

COPIE CONFORME
A L'ORIGINAL

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS DIRECTION GÉNÉRALE 19 MAI 1940 Dossier D 9320 / 2 hhh

15 Mai

40

Monsieur le Ministre,

La Société Nationale des Chemins de fer a été appelée à prendre des participations financières dans diverses Sociétés dont l'activité était de nature à intéresser le Chemin de fer : entreprises de transport automobiles, sociétés concessionnaires d'énergie électrique, sociétés immobilières etc..., certaines de ces sociétés filiales ayant elles-mêmes des intérêts dans des Sociétés dont l'objet se rattache à leur activité.

Afin d'exercer un contrôle efficace sur le fonctionnement des Sociétés susvisées et de pouvoir intervenir dans leur gestion, il a paru indispensable à la Société Nationale qu'un certain nombre des postes d'Administrateurs fût occupé par des personnes particulièrement qualifiées pour veiller à la défense des intérêts du Chemin de fer, Administrateurs et hauts fonctionnaires

Monsieur le Ministre des Finances

de la S.N.C.F.

Comme la Société Nationale, personne morale, ne peut disposer que d'un siège dans le Conseil d'Administration des Sociétés dont elle est actionnaire, elle a dû faire attribuer à ses Administrateurs ou fonctionnaires, pris légalement en leur nom propre, un certain nombre d'autres sièges.

Nous avons toujours considéré qu'au regard de la législation sur les cumuls cette désignation d'Administrateurs ne présentait pas d'irrégularités.

En ce qui concerne tout d'abord les administrateurs choisis parmi le personnel de la S.N.C.F., les dispositions restrictives du décret du 29 octobre 1936 ne sauraient trouver leur application.

Il est, en effet, de doctrine constante que les Administrateurs n'exerçant aucune profession industrielle ou commerciale, n'ont pas un contrat de louage d'ouvrage ou de services et sont en réalité des mandataires de la Société dont la mission de représentation ne peut à aucun titre être assimilée à un travail effectué moyennant rémunération. Il s'ensuit que la situation de ces Administrateurs ne tombe pas sous le coup des dispositions de l'art. 1^{er}, alinéa 2, du décret précité.

La question se présente sous un aspect quelque peu différent pour les Administrateurs de la S.N.C.F. qui ont la qualité de fonctionnaires d'Etat : ceux-ci sont, en effet, régis non seulement par le décret du 29 octobre 1936 mais aussi par l'art. 6 du décret du 4 avril 1934. D'après ce dernier texte, les fonctions d'Administrateur sont interdites aux fonctionnaires publics, sauf lorsqu'il s'agit d'administrateurs désignés par l'Etat dans les Sociétés d'économie mixte ou représentant l'Etat dans des Sociétés dont il détient une partie du capital social.

Tel est précisément le cas des fonctionnaires représentant l'Etat au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. fonctionnaires dont la situation fait d'ailleurs sur ce point l'objet d'une disposition spéciale du décret du 31 août 1937 (art. 18).

A notre sens, le fait pour un fonctionnaire d'Etat d'être désigné comme Administrateur de la S.N.C.F. habilite celui-ci à remplir toutes les missions dont tous les autres membres du Conseil d'Administration peuvent être normalement chargés. Or, au nombre des attributions d'un Administrateur de la S.N.C.F. rentre évidemment la représentation de celle-ci dans les filiales, que cette représentation ait lieu dans le poste même revenant à la Société ou dans un poste auquel l'intéressé a été élu nominativement.

Il n'est au surplus pas douteux que le capital de la S.N.C.F. devant revenir entièrement à l'Etat, les participations prises par la S.N.C.F. dans d'autres Sociétés intéressent essentiellement l'Etat et il serait dès lors illogique que celui-ci ne puisse pas en faire assurer le contrôle par ses propres fonctionnaires. Et il en doit être de même lorsqu'au lieu d'une participation directe, la filiale a souscrit elle-même une partie importante du capital d'une entreprise annexe.

J'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Ministre, si l'interprétation donnée par nous a bien votre assentiment, car s'il en était autrement l'intérêt qu'attache la S.N.C.F. à pouvoir faire appel à tous ses Administrateurs, fonctionnaires ou non, pour assurer sa représentation dans ses filiales la conduirait à demander sur ce point un texte spécial.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

X
P. le Président du Conseil d'Administration
Le Vice-Président,

Signé: GRIMPRET